Cahiers balkaniques

33 | 2004

Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives

Introduction

Faruk Bilici

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ceb/3105>

DOI : 10.4000/ceb.3105

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Faruk Bilici, « Introduction », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 33 | 2004, mis en ligne le 31 juillet 2012, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/3105> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.3105>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2021.

Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Introduction

Faruk Bilici

- 1 Loin de constituer une frontière naturelle, les rives de la mer Égée ont toujours formé un territoire commun sous des empires successifs : les Macédoniens, les Romains, les Byzantins, les Ottomans. Pendant près de mille ans de passé commun, parfois conflictuel, mais souvent pacifique, partageant la même géographie, la même mer, la même musique, la même cuisine, les mêmes passions, les Grecs et les Turcs ont été condamnés à cohabiter sur ces rives. De plus, la Grèce et la Turquie ont épuré le gros de leurs contentieux, séquelles de l'Empire ottoman, avec le traité de Lausanne de 1923. Quant à l'accord d'amitié, signé à Ankara en 1930 entre Venizélos et Atatürk, il inaugure une période de détente qui se prolonge jusqu'en l'hiver 1941-1942 où le petit navire turc, le *Kurtuluş*, effectue quelques voyages pour ravitailler la Grèce en proie à la famine. Entre 1949 et le début de 1955, une nouvelle « lune de miel » intervient : l'échange de visites officielles réciproques, la signature d'un accord culturel gréco-turc, créent les règles principales pour un bon voisinage. Mais, dès 1955, le statut de l'île de Chypre empoisonne les relations entre Grèce et Turquie. L'émeute raciste et xénophobe contre les minorités et plus particulièrement la minorité grecque, qui se déroule à Istanbul et à Izmir les 6 et 7 septembre 1955 est présentée à la fois comme une « vengeance populaire » face à l'annonce d'un attentat à Salonique contre la maison natale d'Atatürk, et comme une manœuvre organisée par les nationalistes pour faire pression sur la Grèce pendant les négociations de Londres¹.
- 2 Depuis, les relations entre la Grèce et la Turquie ont connu plus de périodes de tensions que de détente. Aussi les recherches consacrées aux rapports entre ces deux pays ont-elles mis l'accent davantage sur le conflit et les différends que sur les aspects les unissant. Ces recherches étaient élaborées souvent par des intellectuels ou acteurs turcs et grecs se laissant envahir par des sentiments de chauvinisme qui dominaient les relations des deux pays : « Les passions sont si exacerbées, de part et d'autre que, les opinions publiques et les décideurs des deux pays perçoivent le différend gréco-turc comme l'axe central autour duquel s'ordonne toute la politique extérieure, y compris les relations avec les États-Unis, l'URSS, la Communauté européenne et le Tiers-Monde »². Sans être naïfs sur les questions aussi importantes que le contentieux en mer Égée, la délimitation du plateau continental, la mer territoriale, l'espace aérien, la

remilitarisation des îles égéennes, la question des minorités, le problème chypriote, la confrontation des nationalismes, l'instrumentalisation de l'histoire, l'utilisation des différends comme outil politique interne, etc., nous avons voulu délibérément mettre l'accent sur la complémentarité, la communauté culturelle, le désir de mieux connaître l'autre. Par ailleurs, par une hypothèse optimiste, il était légitime de penser que la dislocation de l'Union soviétique et de la Yougoslavie, le processus de la construction européenne, les progrès démocratiques en Europe centrale et orientale auraient un effet bénéfique sur les relations gréco-turques. G. Delouche, président de l'Inalco, l'a bien souligné dans sa préface : « il s'agit d'aller par-delà des visions stéréotypées, de cette fâcheuse propension à penser les rapports entre peuples et cultures sous le seul angle, ô combien néfaste, de l'antagonisme, pour ne pas dire plus ». Et de poser cette question :

« Grecs et Turcs, bien plus encore que Grèce et Turquie, sont en contact depuis presque un millénaire, mais sommes-nous obligés de continuer à les voir comme des ennemis irréductibles, à les envisager que dans des relations conflictuelles ? »

- 3 En effet, le climat de détente entre deux pays auquel nous assistons depuis 1999 peut être un nouveau départ pour cette culture égéenne. Malgré les nombreux points de discordes subsistants, nous sommes en droit de penser que le processus d'amélioration amorcé dans les relations entre les deux pays est irréversible. La constitution d'un conseil des hommes d'affaires, les très nombreuses rencontres de la société civile, les différentes visites officielles, l'accroissement du tourisme des ressortissants dans les deux pays, le soutien grec de la candidature turque pour son adhésion à l'Union européenne, sont des développements que l'on peut enregistrer avec satisfaction.
- 4 C'est sur ce constat et face à des échéances plus ou moins proches que s'est ouverte à l'Institut national des langues et civilisations orientales en janvier 2003 la journée d'étude pluridisciplinaire, organisée par le Centre d'études balkaniques, avec la participation des chercheurs venant de divers horizons. Son intitulé traduit la démarche volontariste : « Turquie et Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives ». La quasi-totalité des articles qui constituent cette 33^e livraison des *Cahiers balkaniques* est issue de cette journée.
- 5 Conçu en deux parties, le volume s'ouvre sur de nouvelles perspectives voulues par tout un contexte régional et surtout par les élites politiques et intellectuelles des deux pays, las de tant de décennies de tiraillement.

Liens culturels et littéraires

- 6 C'est ainsi que nous pensons qu'un regard croisé sur la place de la littérature de chacun des pays au sein de l'autre peut révéler, au-delà de la conjoncture politique, souvent défavorable, les aspirations de la société civile, surtout celle qui est laïque et capable de se débarrasser des préjugés. La communauté de culture populaire grecque et turque, la similitude de la thématique de la poésie et de la prose, l'influence des expériences politiques autoritaires ont favorisé largement la traduction et la diffusion des littératures respectives. Mais ce qui faisait partie longtemps aussi bien en Turquie qu'en Grèce, des collections des littératures « balkaniques », des « voisins » ou encore, pour la Grèce, de l'Orient mythique a tendance à laisser sa place à des collections de la littérature mondiale. L'apprentissage de la langue et de la culture de « l'autre », le

degré de pénétration des littératures, des musiques et des cinémas, contribuent à la création en profondeur des liens entre intellectuels et populations des deux pays.

- 7 S. Sawas et F. Bilici se sont attelés à cette tâche ardue qui est d'aller aussi loin que possible dans l'histoire de la traduction, de la publication et de la diffusion de la littérature turque contemporaine en Grèce et celle de Grèce en Turquie. Dans ces deux études, l'accent a été mis sur la question de savoir quelles étaient les motivations, la place quantitative et qualitative de ces littératures, les destinataires des traductions, les représentations qu'elles véhiculent, par rapport au politique, autrement dit si elles ont pu se développer malgré les périodes de tensions, quels étaient les mécanismes et surtout les acteurs de la diffusion de ces littératures et si elles ont subi les affres de la censure ou de l'autocensure, etc. Le constat pour la Grèce est que, de 1940 à 2000, 107 ouvrages sont traduits du turc, allant, de Yunus Emre à Orhan Pamuk, en passant par Sait Faik, Nâzım Hikmet, Orhan Veli, Yaşar Kemal et la littérature populaire. Dans ce vaste panorama, la courbe est nettement ascendante, puisqu'elle passe de quatre ouvrages en 1940, à trente-quatre en 1990. Quant aux motivations, elles sont sensiblement les mêmes qu'en Turquie : le défi contre les régimes autoritaires et la quête de nouvelles images. Une troisième pour la Grèce est la recherche d'un Orient mythique, chose que les Turcs ne cherchent pas tellement dans cette période kémaliste qui veut s'encre à tout prix à l'Occident.
- 8 En ce qui concerne la littérature grecque en Turquie, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, mis à part quelques classiques, elle n'a pas bénéficié des efforts de traduction des pouvoirs publics ottomans. En revanche, la volonté politique manifestée par la période républicaine, expression de l'idéologie kémaliste, a été de se servir de la littérature grecque comme moyen de rapprochement des deux peuples, turc et grec, mais aussi comme patrimoine intellectuel appartenant aux deux pays. La revue *Varlık* a joué dans ce domaine le rôle pionnier à partir de 1933. Mais c'est au ministre de l'Éducation nationale Hasan Ali Yücel (1897-1961) que la Turquie doit la véritable révolution de traduction. Fervent défenseur de la philosophie et de la littérature classiques grecques, Yücel a fait traduire pratiquement tous les textes principaux de la période hellénistique, mais a fait publier également la revue *Terciiime* où de nombreux auteurs grecs ont été présentés au lecteur turc, avant que les grands poètes contemporains comme Cavafis, Seféris, Kazantzakis, Élytis, Ritsos et d'autres encore soient abondamment traduits à partir des années 60. Pour la période entre 1961 et 2002, 119 ouvrages de 52 auteurs grecs furent publiés. La plupart de ces auteurs disparaissent après une ou deux éditions. Inversement, les auteurs cités vont respectivement de six jusqu'à seize éditions. De la même manière, à partir de 1977, la collection *Marenostrwn* a fait œuvre militante afin de faire connaître la littérature grecque des années 20 et 30, expression de la nostalgie d'une époque révolue sur les deux rives de la mer Égée. Selon toute apparence, aujourd'hui la littérature grecque en Turquie n'a plus besoin de « prouver » autre chose que sa valeur littéraire pour être traduite et diffusée : dans la production littéraire de la nouvelle génération d'écrivains grecs, comme dans celle de Mourselas, les problèmes turco-grecs ne sont pratiquement plus évoqués, et pourtant elle rencontre un écho très encourageant au sein des collections de la littérature mondiale traduite en turc.
- 9 Ces deux éclairages sur la place des deux littératures contemporaines n'empêchent pas de faire un détour par les « classiques », c'est-à-dire par cette littérature, quelque peu stéréotypée, construite sur le modèle d'*Ivanhoé* de Walter Scott, divisant le monde entre

« bons » et « méchants » ou oppresseurs brutaux et opprimés résistants, ces derniers étant les Grecs, et les oppresseurs, selon les cas, les Francs, les Vénitiens ou les Ottomans. Comme l'indique H. Tonnet, dans son article, le cas de *Ali Hurshid bey*, *Épisode de la Révolution grecque* de Basile-Miltiade Nicolaïdis, est tout à fait représentatif de ce type de littérature. Le roman historique grec, qui se développe considérablement à partir de 1850, présente parfois, comme celui de Nicolaïdis, des renseignements de première main sur la vie dans un harem et la formation religieuse d'un enfant turc au XIX^e siècle et plus généralement sur l'état d'esprit des Turcs de ce temps. Mais l'auteur d'*Ali Hurshid bey* s'inscrit surtout dans un registre de règlement de comptes avec le musulman qu'il a été, « cela explique sa mentalité d'écorché et une certaine incompréhension pour l'Autre qui caractérise les nouveaux convertis ».

- 10 Il manque dans le tableau une étude relative à un auteur ottoman ayant écrit sur les Grecs de la même époque, mais ce manque est comblé dans un autre domaine, celui de la communauté culturelle musicale sur le territoire ottoman entre Grecs et Turcs, et plus particulièrement à Izmir de la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Si le terme « musique ottomane » apparaît bien tardivement, vers la fin du siècle dernier, sa réalité, dans un empire multiethnique où nombre de musiciens « ottomans » difficilement classables dans les catégories ethniques étriquées, est bien antérieure, et couvrait tout une grande région étalée sur trois continents et partagée par différentes communautés. C'est pour cette raison que B. Zerouali préfère utiliser le terme « musiques ottomanes » plutôt que « musique ottomane », appliquées dans le cas de la ville cosmopolite qui est Izmir. Là aussi manque un chapitre important qui est la communauté culturelle très étroite entre près d'un quart de la population grecque, issue de la mer Noire, celle qui est appelée « pontique » et les habitants actuels de la mer Noire, essentiellement de l'Est. G. Drettas analyse les liens étroits de cette communauté avec sa région d'origine, sous l'angle du pèlerinage, mais les rapports artistico-folkloriques (danses, musiques), linguistiques, sociologiques et ethnologiques n'ont pu être mis en valeur dans cet article dont l'objet était tout autre. Exploitée à des fins politiques internes, la « ponticité » n'a pas fait l'objet de beaucoup d'investigation en tant qu'outil de rapprochement entre la Grèce et la Turquie. Non seulement, dans tous les villes et villages de la Grèce du Nord, la culture pontique est profondément ancrée, mais l'affirmation de la ponticité dans le champ politique grec est l'institutionnalisée avec le rendez-vous de Sumela, dans le Vermion, le jour du 15 Août, fête de la Mère de Dieu. Des milliers de pèlerins venus de toute la Grèce et de l'étranger passent la nuit sous la tente ou à la belle étoile « *comme cela se faisait là-bas, dans la Patrie* ». Journaux, revues, almanachs, plaquettes, associations, fêtes, réunions et autres manifestations entretiennent cet « esprit pontique » et de plus en plus de voyages sont organisés, depuis surtout les années soixante, sur les rives de la mer Noire. Ces voyages revêtent une importance toute particulière en raison du poids démographique de la population pontique que nous avons signalé. Il est tout à fait possible que ce qui (la ponticité) fut un facteur de revendication et de division entre les deux pays, aux mains des politiques, intermédiaires culturels, chercheurs, devienne assez rapidement, à la faveur du processus du rapprochement entre États, grec et turc, un puissant levier de dialogue, dépassant le cadre étroit de l'histoire malheureuse d'échange de population au début du XX^e siècle.

Problèmes politiques et communautaires

- 11 Dans la seconde partie, le cadre général des relations gréco-turques depuis 1990 est retracé avec brio par S. Akgonül, auteur de nombreux autres travaux dans ce domaine. Allant bien au-delà des études académiques des relations bilatérales entre États et « compte tenu de l'internationalisation des conflits bilatéraux, du développement des démocraties grecque et turque et enfin de l'explosion spectaculaire des moyens de communication », il ajoute à la grille d'analyse de nouvelles dimensions à savoir les relations entre la nation turque et la nation grecque, entre les individus, entre les différentes formes de la société civile. Malgré le refus par les Grecs chypriotes du plan Annan, le climat de normalisation spectaculaire des relations de ces dernières années ne semble pas être altéré. Au moment où ce volume paraît, la Turquie a obtenu, au sommet de Bruxelles du 17 décembre 2004, avec l'aval de la Grèce et de Chypre, l'accord des chefs d'États et de gouvernements, de débiter les négociations en vue d'une intégration dans l'Union européenne. Étape importante de l'évolution des relations gréco-turques, ce processus doit normalement conduire la Turquie à devenir membre de cette union dans dix ou quinze ans. Durant cette période, les différends entre la Turquie et la Grèce, mais aussi entre la Turquie et Chypre seront probablement en grande partie réglés soit par les négociations bilatérales, soit par des arbitrages des instances internationales. Membre du concert des nations européennes au traité de Paris en 1856, lorsqu'elle était encore Empire ottoman, la Turquie est appelée à confirmer son européanité qu'elle avait amorcée en 1354, date à laquelle la petite principauté ottomane mettait pied sur le continent européen. Cela dit, dans l'hypothèse où les litiges politiques et territoriaux (Chypre, plateau continental, eaux territoriales, Flight Information Region, « FIR », démilitarisation/Militarisation des îles égéennes, « zones grises », minorité musulmane de Thrace occidentale, minorité grecque orthodoxe de Turquie, etc.) sont réglés dans cette période entre les deux pays, la concurrence économique et culturelle entre États grec et turc ne va pas disparaître. L'Union européenne n'étant pas une association de bienfaisance, la lutte d'influence dans la région continuera, à moins d'une collaboration étroite dans la construction d'infrastructures et dans le développement durable en général. Longtemps chasse gardée de l'Union soviétique et de la Yougoslavie communistes, les Balkans sont précisément l'un des lieux par excellence de cette confrontation depuis la fin de la période communiste, et surtout depuis la fin des conflits armés dans la région. C'est à cette concurrence que S. Yérasimos consacre son étude solidement documentée et qui montre le chemin parcouru dans la région par la Grèce à la faveur de sa qualité de membre de l'Union européenne, en comparaison avec la Turquie. Dans cette course pour la « conquête » des Balkans, les politiques de la Grèce visent à revaloriser sa position au sein de l'Union et à s'imposer comme une puissance régionale en tant qu'intermédiaire entre cette région et le reste de l'Europe. Quant à la politique balkanique de la Turquie, elle se place dans la même quête de revalorisation de sa situation régionale vis-à-vis de l'Union, mais se trouve en position d'infériorité par rapport à la Grèce, puisqu'elle ne fait pas partie de l'Union et que sa candidature reste toujours en suspens.
- 12 Deux problèmes épineux closent ce dossier : celui de Chypre et celui des communautés minoritaires dans chacun des pays.

- 13 G. Bertrand, enseignant à l'Institut d'études politiques de Bordeaux et spécialiste des relations turco-grecques, après avoir renouvelé la recherche dans ce domaine dans un ouvrage remarqué³, place ici le problème chypriote à la fois en parallèle et au cœur du rapprochement helléno-turc en cours. Ainsi, on comprend plus facilement, pourquoi après près de trente ans d'immobilisme, l'histoire s'est mise à accélérer brusquement, même si elle a heurté de front aux dures lois de la consultation populaire. En effet, depuis le sommet d'Helsinki de 1999, qui a ouvert la porte à l'adhésion de l'île à l'Union européenne et plaçant la Turquie sur la liste des candidats à l'adhésion, puis les élections législatives turques de novembre 2002 en Turquie, conduisant au pouvoir un gouvernement homogène et déterminé à réaliser cette adhésion, tout en résolvant la question chypriote et enfin la publication du plan Annan, qui propose le modèle constitutionnel suisse et tient compte de l'acquis communautaire, rien ne sera plus comme auparavant. Désormais, non seulement la question dépendra de beaucoup de la volonté des deux pays, la Grèce et la Turquie, de mobiliser leurs partenaires respectifs de sortir de l'impasse, mais aussi, et surtout de la capacité de l'Union européenne d'impulser une politique européenne pour aplanir les différends entre les membres actuels ou futurs de l'Union. Il est tout à fait probable que le plan Annan reste comme document de base pour toute discussion, à condition que la dynamique de réunification persiste. Un tel processus serait indéniablement favorisé par l'intégration à court terme à l'Union européenne de la communauté turque. Mais, comme l'indique G. Bertrand, cela « suppose une coopération intercommunautaire à tous les niveaux, depuis les acteurs économiques et sociaux du secteur privé jusqu'aux fonctionnaires, quel que soit leur grade ». Certes, les 76 % de « non » du référendum du 24 avril 2004, découragent les plus optimistes, mais mettent fin à la période où les membres des deux communautés ne se côtoyaient pas, ne se parlaient pas, et où dans les administrations les discriminations étaient monnaie courante. Cependant, la réunification de Chypre demeure la condition *sine qua non* de la réconciliation entre la Grèce et la Turquie.
- 14 Enfin, le dernier point sur lequel le doigt a été mis dans ce volume est les problèmes des minorités. J. Dalègre, spécialiste de la question des minorités turques en Grèce consacre cette fois-ci son étude sur également la minorité grecque en Turquie, réduite à moins de 2 000 personnes et plus particulièrement au patriarcat, à l'école théologique de Halki (Heybeliada), ainsi qu'aux derniers développements législatifs, sous la dynamique de rapprochement de la Turquie à l'Union européenne en faveur des communautés reconnues comme telles par le traité de Lausanne de 1923. C'est ainsi qu'elle constate que les périodes de détente et de tension dans la vie des minorités suivent depuis ce traité le rythme des relations gréco-turques. Immédiatement après Lausanne, les deux groupes souffrent de la construction difficile des jeunes États et du poids des traumatismes récents des populations qui les entourent. Depuis 1955, les minorités grecque et turque sont des otages des deux États⁴. En 1964, la décision turque de supprimer l'accord de 1930 et d'expulser en quelques semaines les ressortissants grecs, tout comme les mesures visant à turquifier les deux îles à l'entrée du détroit des Dardanelles, Imbros (Gökçeada) et Ténédos (Bozcaada) participent de ce durcissement entre les deux pays et qui influent inmanquablement sur les conditions des minorités, le débarquement militaire turc à Chypre en 1974 étant le point culminant de l'aggravation de leur position. Mais, là aussi, l'intégration de la Grèce dans l'Union européenne à partir de 1981, la perspective de l'intégration de la Turquie dans cette union depuis 1999 ont changé la donne. La formation d'une nouvelle élite en Thrace occidentale et le développement des organes de la société civile turque en Grèce comme

dans la diaspora, qui multiplia les démarches auprès des instances nationales et internationales ont modifié radicalement la situation des musulmans grecs turcophones en Grèce.

- 15 Ainsi, avec le XXI^e siècle, il est possible que les relations gréco-turques entrent dans une nouvelle phase faite du rapprochement des États, mais aussi des populations, des municipalités et de la société civile. On peut aussi rêver : aux nombreux concerts déjà organisés avec la participation des artistes grecs et turcs, s'ajoutent d'autres ; de nouveaux ouvrages et auteurs sont traduits ; des organismes des hommes d'affaires sont mis en place ; des pièces de théâtre sont jouées avec des compagnies gréco-turques ; à l'instar de l'Allemagne et de la France, des accords de jumelages entre villes turques et grecques sont conclus ; des voyages touristiques et de pèlerinages ont lieu de plus en plus ; des monuments historiques orthodoxes en Turquie et ceux issus de l'Empire ottoman en Grèce sont restaurés, l'école religieuse de Halki est rouverte ; les populations minoritaires dans chacun des pays sont traitées comme des citoyens à part entière ; les deux parties à Chypre sont réconciliées autour d'un plan et l'île est démilitarisée ; le contentieux en mer Égée a trouvé une solution ; les étudiants des deux pays peuvent étudier réciproquement dans les universités de leur choix ; les départements d'études grecques en Turquie et ceux d'études turques en Grèce se sont multipliés ; les manuels scolaires sont épurés de toute animosité envers l'autre pays, etc. Mais nous n'en sommes pas là encore, le siècle ne fait que commencer et pourtant déjà le Premier ministre grec a été le témoin du mariage de la fille du Premier ministre turc, chose qui était impensable, il y a quelques années.
-

NOTES

1. Voir dans ce volume la contribution de Joëlle Dalègre, « Entre Grecs et Turcs, une situation délicate : les minoritaires ».
2. Ali Kazancıgil, « À la recherche d'une approche alternative des relations gréco-turques », Semih Vaner (dir.), *Le différend Gréco-turc*, L'Harmattan, 1988, p. 67.
3. *Le conflit helléno-turc*, Maisonneuve et Larose et Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul, Paris, 2004, 340 p.
4. Les événements très récents (novembre 2004) dans un village de Xanthi (Iskeçe) montrent combien la situation reste fragile : le tournage d'un téléfilm par une télévision privée grecque dans une mosquée a provoqué l'émeute de la population.